



La crise du Golfe de 2017 : un an après

Rachid Chaker

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/3 Automne**, PAGES 77 À 87
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678179

DOI 10.3917/pe.183.0077

Date de mise en ligne : 14/09/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-3-page-77?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

La crise du Golfe de 2017 : un an après

Par **Rachid Chaker**

Rachid Chaker est attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) en science politique à l'université Paris-2 Panthéon-Assas, et rattaché au centre Thucydide. Sa thèse de doctorat porte sur les rivalités d'influence dans le golfe Persique depuis la guerre d'Irak de 2003.

En juin 2017, plusieurs États arabes menés par l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis annoncèrent des mesures très dures à l'encontre du Qatar. Loin d'accepter les conditions qui auraient permis la levée de ces mesures, les dirigeants du Qatar renforcèrent leurs liens avec d'autres pays, réussirent à trouver de nouvelles voies d'approvisionnement et surent maintenir leur souveraineté. Si la crise n'est toujours pas résolue, elle est d'ores et déjà un échec pour Riyad et Abou Dhabi.

politique étrangère

Le 5 juin 2017, à la surprise générale, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte annoncent la rupture complète de leurs relations diplomatiques avec leur voisin et allié qatari. Ces quatre pays membres de la Ligue arabe reprochent notamment à l'émirat dirigé par la famille Al-Thani de soutenir le terrorisme, et l'accusent d'ingérences dans les affaires internes de ses voisins. À ce jour, et malgré de multiples tentatives de médiation, la crise n'est toujours pas résolue.

Retour sur les faits

La crise de l'été 2017, qui n'est pas la première entre les États du Golfe¹, a plusieurs racines. Depuis 1996 et la création par l'émir Hamad de la chaîne de télévision satellitaire Al-Jazeera, critique vis-à-vis des régimes arabes, les tensions étaient récurrentes entre le Qatar et ses voisins. Ces derniers n'acceptaient guère la liberté de ton, inédite dans le monde arabe, que la chaîne s'octroyait dans son traitement de l'actualité régionale. Dans les années qui ont suivi, l'émirat du Qatar s'est progressivement positionné

1. En 2014, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis et Bahreïn avaient déjà rappelé leurs ambassadeurs à Doha.

comme acteur diplomatique dans un certain nombre de conflits, gênant parfois ses voisins. En Afghanistan notamment, le Qatar a tissé des liens forts avec les talibans aux dépens de l'Arabie Saoudite², l'un des rares pays à avoir reconnu le régime des talibans à l'époque où ils étaient au pouvoir. Le Qatar a également mis en œuvre le processus de Doha en 2008, concernant la réconciliation libanaise, en dépit de l'hostilité affichée de Riyad au Hezbollah, proche de l'Iran.

Mais c'est à l'occasion des printemps arabes que la rupture fut consommée. Les prises de position du Qatar – divergentes de celles de ses voisins – ont exacerbé les tensions entre les alliés du Golfe. En effet, le Qatar a offert son soutien aux manifestants qui appelaient à renverser les pouvoirs en place, notamment en Égypte, où le président Hosni Moubarak, proche des pays du Golfe, a dû céder le pouvoir. Le nouveau président, Mohamed Morsi, était issu des Frères musulmans, ennemis jurés de Riyad et d'Abou Dhabi. En Libye, après le renversement du colonel Kadhafi, Doha a soutenu le gouvernement de Tripoli qui incluait une composante issue des Frères musulmans, alors qu'Abou Dhabi penchait en faveur du maréchal Haftar à Tobrouk³. Enfin, il a été reproché à Doha de ne pas avoir une position suffisamment ferme vis-à-vis de l'Iran, les deux États entretenant des relations cordiales, notamment en raison de l'exploitation conjointe de champs gaziers dans le Golfe. Ces éléments, associés à la volonté des puissances de la région de contrôler la politique étrangère de leurs alliés du Conseil de coopération du Golfe (CCG), ont débouché sur la crise de juin 2017, survenue quelques jours après la première visite de Donald Trump dans la région.

Les mesures prises à l'encontre du Qatar lors du déclenchement de cette crise frappèrent par leur brutalité : rappel des ambassadeurs en poste à Doha, expulsion du personnel diplomatique qatari et de tous les ressortissants qataris, rappel des ressortissants basés au Qatar, fermeture de la frontière Qatar-Arabie Saoudite (seule frontière terrestre du Qatar), interdiction de survol pour les avions qataris et exclusion du Qatar de la coalition au Yémen. Les États regroupés au sein de l'« Anti-Terror Quartet » (ATQ) ont ensuite envoyé à Doha une liste de conditions à remplir pour rétablir le dialogue⁴. Au nombre de ces dernières

2. C. Jaffrelot et L. Louër (dir.), *Pan-Islamic Connections: Transnational Networks between South Asia and the Gulf*, Londres, Hurst, 2018. Selon A. Giustozzi, le Qatar aurait commencé à financer les talibans afghans en 2006, notamment la Choura de Quetta, souhaitant élargir son influence pour obtenir une réconciliation des talibans avec le gouvernement central.

3. « Haftar Accuses Qatar of Supporting Terrorism in Libya », *Al Arabiya*, 29 mai 2017, disponible sur : <<http://english.alarabiya.net>>.

4. R. A. Falk, « A Normative Evaluation of the Gulf Crisis », HSF Policy Brief, vol. 1, n° 1, février 2018, disponible sur : <<http://humf.org>>.

figuraient : la fermeture de la chaîne de télévision Al-Jazeera, le retrait des troupes turques positionnées au Qatar, la fin du soutien qatari aux « groupes terroristes », ou encore la fin de l'ingérence supposée de Doha dans les affaires intérieures de ses voisins, et la réduction de ses relations diplomatiques avec l'Iran. À ces conditions, qui mettaient *de facto* fin à la souveraineté du Qatar, la famille régnante opposa sans surprise une fin de non-recevoir.

Les chancelleries occidentales tentèrent tout au long de l'été 2017 des médiations visant à résoudre cette crise sans précédent. Les alliés des pays du Golfe se retrouvaient en effet dans une position délicate, avec des intérêts dans chacune des parties au conflit. La France, par exemple, était liée par un accord de défense à la fois avec le Qatar et les Émirats arabes unis, tout en ayant des échanges commerciaux importants avec les deux parties. Les États-Unis, malgré les premières déclarations de Donald Trump témoignant d'un soutien à la démarche menée par Abou Dhabi et Riyad, tentèrent dans un deuxième temps d'apaiser les tensions par l'intermédiaire de Rex Tillerson, alors secrétaire d'État.

Des conditions mettant fin *de facto* à la souveraineté du Qatar

En dépit de ces tentatives de médiation, l'ATQ ne désespéra pas d'obtenir un fléchissement, voire un changement de régime, à Doha, et présenta Abdullah Al-Thani, membre de la famille royale qatarie, comme l'émir légitime du Qatar. Le Saudi American Public Relation Affairs Committee (SAPRAC), créé en 2016 et basé à Washington, mena une intense campagne de relations publiques outre-Atlantique afin de dénigrer le Qatar⁵ et d'obtenir un soutien de la classe politique américaine. Son président-fondateur alla jusqu'à affirmer dans une tribune⁶ que Doha avait permis, à la fin des années 1990, à Khaled Cheikh Mohammed, alors futur cerveau des attentats du 11 septembre 2001, de s'enfuir. L'Arabie Saoudite annonça – et lança même un appel d'offres à cet effet – la création d'un canal le long de sa frontière avec le Qatar, dans le but de transformer la péninsule qatarie en île⁷.

Plusieurs enseignements peuvent déjà être tirés de la crise qui a débuté à l'été 2017.

5. Voir à titre d'exemple le rapport intitulé « Qatar Hosting Sports under the Banner of Terrorism », *The Qatar Insider*, 24 juin 2017, disponible sur : <<https://theqatarinsider.com>>.

6. S. Al-Ansari, « How the 9/11 Mastermind Found Safe Harbor in Qatar », *The Hill*, 5 août 2017, disponible sur : <<http://thehill.com>>.

7. J. Dorsey, « Saudi Arabia's Plan to Turn Qatar into an Island », *International Policy Digest*, 13 avril 2018, disponible sur : <<https://intpolicydigest.org>>.

L'échec de la mise au ban du Qatar

Alors que le boycott imposé au Qatar avait pour objectif de faire plier l'émirat et de le convaincre de s'aligner sur les positions de ses puissants voisins, le résultat fut tout autre. Non seulement le Qatar n'a nullement cherché à harmoniser sa politique extérieure avec celle de ses rivaux, mais il a au contraire exploré de nouveaux moyens de préserver son autonomie⁸. Dans les semaines qui ont suivi le début du boycott, Doha a annoncé une série de mesures sociétales portant notamment sur le droit des étrangers résidant au Qatar⁹, et sur les investissements étrangers dans le pays, à contre-courant des procédés traditionnellement en vigueur dans le Golfe. Ces annonces laissent entrevoir deux objectifs : consolider une économie qui aura à pâtir des conséquences du boycott, et « ringardiser » ses voisins du Golfe, *via* l'adoption de mesures progressistes vis-à-vis des travailleurs étrangers.

Parallèlement, alors qu'un grand nombre de denrées et produits n'arrivaient plus au Qatar par la frontière saoudienne désormais fermée¹⁰, l'émirat a opté pour une diversification de ses approvisionnements. L'aide turque et iranienne fut particulièrement précieuse, ces deux pays étant en première ligne pour soutenir l'émirat dans la crise, établissant un pont aérien pour acheminer les marchandises au Qatar, notamment des produits alimentaires¹¹. La Chine profita également du contexte pour avancer ses pions dans la région, Pékin exportant ses produits à Doha pour remplacer les importations venant autrefois du voisin saoudien¹². Le Qatar importa également plus de 10 000 vaches laitières des États-Unis afin de ne plus dépendre du lait saoudien.

Sur le plan sécuritaire, loin de se laisser isoler le Qatar mena une intensive campagne diplomatique visant à renforcer ses alliances. En septembre 2017, l'émir Tamim effectua une tournée internationale l'amenant à rencontrer Recep Tayyip Erdogan, Angela Merkel et Emmanuel Macron.

8. K. Coates Ulrichsen, « How Qatar Weathered the Gulf Crisis », *Foreign Affairs*, 11 juin 2018, disponible sur : <www.foreignaffairs.com>.

9. S. Mody, « Qatar Commits to Strengthen Workers' Rights for Two Million Migrants », *US Department of State Official Blog*, 20 novembre 2017, disponible sur : <<https://blogs.state.gov>>.

10. La crise a vu un effondrement des importations qataries en provenance d'Arabie Saoudite. Alors que celles-ci représentaient 1,2 milliard de riyals qataris entre janvier et mars 2017, ce chiffre a chuté à 44 millions pour la même période en 2018. Une tendance similaire est constatée avec les Émirats arabes unis. Source : ministère de la Planification du Développement et de la Statistique, données consultables sur : <www.mdps.gov.qa>. Voir aussi S. Fouad Almohamadi, « Qatar Dispute Exposes Regional Food-Security Failures », *International Institute for Strategic Studies*, 21 août 2017, disponible sur : <www.iiss.org>.

11. S. Fouad Almohamadi, « Qatar Dispute Exposes Regional Food-Security Failures », *op. cit.*

12. L. Zhen, « Crisis-Hit Qatar Looks to China for Fresh Natural Gas Demand and Investment », *South China Morning Post*, 22 avril 2018, disponible sur : <www.scmp.com>.

Avec l'allié américain, particulièrement sensible à la question du soutien au terrorisme, le Qatar signa en juillet 2017 un mémorandum sur la lutte contre le financement du terrorisme¹³.

De façon plus anecdotique, le Qatar, par la voix de son ministre de la Défense, a récemment annoncé le souhait de Doha d'adhérer à l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN). Cette annonce témoigne de la volonté de ne plus compter sur le CCG et son « bouclier de la péninsule¹⁴ » pour assurer sa protection. L'accélération du déploiement des troupes turques sur son territoire en constitue un autre exemple¹⁵.

Le Qatar a également multiplié les achats d'armements auprès des grandes puissances ces 12 derniers mois. Dès le mois d'août 2017, le Qatar et l'Italie ont signé un accord pour l'achat par Doha de sept bâtiments de guerre pour un montant avoisinant 5 milliards de dollars. Doha a également finalisé des commandes de *F15* américains, de *Typhoon* britanniques, de 12 *Rafale* français supplémentaires¹⁶, et des discussions sont en cours pour l'achat de *Sukhoi 35* auprès de la Russie. Ainsi, le Qatar tient à prouver que malgré sa superficie réduite (équivalente à celle de la Corse) et la taille restreinte de ses forces armées (12 000 hommes), il sera en mesure d'opposer une réelle résistance à toute tentative d'invasion. Dans cette optique, la présentation par le Qatar de missiles balistiques chinois *SY-400* lors de la parade du 15 décembre 2017 – jour de la fête nationale – témoigne de la volonté de l'émirat de dissuader les agresseurs potentiels.

Ces contrats finalisés après le déclenchement de la crise de juin 2017¹⁷ ne sont pas sans inquiéter les voisins du Qatar. Ainsi *Le Monde* a-t-il révélé en juin 2018¹⁸ que l'Arabie Saoudite avait envoyé à Theresa May et à Emmanuel Macron une lettre les appelant à convaincre Doha de renoncer à l'acquisition du système de défense *S-400* auprès de la Russie. Et d'ajouter qu'en cas d'échec de la médiation, l'Arabie Saoudite pourrait envisager une action militaire pour détruire ces équipements.

13. Voir le communiqué du ministère qatari des Affaires étrangères du 11 juillet 2017, « Qatar, US Sign MoU on Combating Terrorism Financing », disponible sur : <<https://uk.reuters.com>>.

14. Coalition militaire des États du CCG chargée de la protection des États membres. Cette force fut déployée à Bahreïn en 2011, secoué par un soulèvement populaire.

15. A. Vagnew-Jones et C. Kasapoglu, « Bridging the Gulf: Turkey's Forward Base in Qatar », *Note de la FRS*, n° 16, 11 août 2017, disponible sur : <www.frstrategie.org>.

16. J. Hackett, « Dispute in the Gulf: Potential Defence Implications », *International Institute for Strategic Studies*, 17 juillet 2017, disponible sur : <www.iiss.org>.

17. D. B. Roberts, « The Gulf Monarchies' Armed Forces at the Crossroads », *Ifri, Focus stratégique*, n° 80, mai 2018, disponible sur : <www.ifri.org>.

18. B. Barthe, « L'Arabie saoudite menace le Qatar d'une "action militaire" s'il se dote de missiles S-400 », *Le Monde*, 1^{er} juin 2018, disponible sur : <www.lemonde.fr>.

Cette menace saoudienne traduit l'inquiétude d'un géant régional qui, ayant échoué à faire rentrer dans le rang le Qatar, voit l'émirat ambitionner d'être une puissance militaire autonome. On peut toutefois douter que l'Arabie Saoudite mette ses menaces à exécution, en raison notamment de la proximité des liens entre le Qatar et la Turquie.

Quelle force diplomatique pour l'Arabie et les Émirats ?

Sur le plan diplomatique, la crise de 2017 apparaît comme un échec majeur pour Riyad et Abou Dhabi. La sévérité des mesures prises à l'encontre du Qatar avait pour but de faire de cet État un « Bahreïn bis », sous domination voire tutelle saoudienne et émiratie. Or, à la lumière des exigences imposées à Doha, force est de constater que l'échec est patent, Doha refusant d'obéir aux injonctions de ses voisins et se livrant à quelques provocations. Par exemple, le ministre des Affaires étrangères du Qatar s'est rendu à Téhéran en août 2017 pour la cérémonie d'investiture du président Rohani. À l'occasion de l'anniversaire du blocus, la presse de l'émirat a d'ailleurs célébré la « deuxième indépendance » du pays.

Cet échec est à mettre en parallèle avec les difficultés par ailleurs rencontrées sur les autres terrains où l'Arabie Saoudite et les Émirats arabes unis sont engagés. Au Yémen, malgré la récente offensive lancée par la coalition contre le port d'Al-Hodeidah, la situation demeure précaire.

L'affaiblissement du « croissant chiite » est resté un vœu pieux

Les miliciens houthis n'ont toujours pas été vaincus et le président Hadi n'a pas été rétabli. La mort, en décembre 2017, d'Ali Abdallah Saleh, quelques heures après son alliance avec la coalition arabe, a porté un coup dur aux coalisés et a jeté le doute quant à leur capacité à atteindre leur objectif final.

En Syrie, en dépit de l'implication forte de Riyad depuis 2011 en faveur de l'opposition, Bachar Al-Assad est toujours en place, et la question de son départ n'est pas à l'ordre du jour. La Russie, l'Iran et la Turquie travaillent ensemble à une sortie de crise, excluant ainsi les voisins du Golfe. Au Liban, après l'annonce surprenante depuis Riyad de la démission de Saad Hariri de ses fonctions de Premier ministre pour dénoncer les ingérences iraniennes dans les affaires libanaises¹⁹, ce dernier, après une intervention diplomatique de la France, a finalement conservé son poste. Riyad n'est pas parvenu à affaiblir le Hezbollah, vu comme la main de Téhéran au Liban. L'affaiblissement du « croissant chiite » est ainsi resté un vœu pieux. Riyad

19. A. Daher, « Liban : entre clientélisme régional et carcan national », *Politique étrangère*, vol. 83, n° 1, 2018, p. 169-180, disponible sur : <www.cairn.info>.

et Abou Dhabi ne sont pas non plus parvenues à faire plier Oman, sultanat ibadite situé à l'extrémité sud de la péninsule, qui entretient des relations cordiales avec l'Iran, et a refusé de s'engager militairement au Yémen aux côtés de ses voisins. Malgré les pressions exercées sur le sultanat, ce dernier a souhaité conserver son indépendance, et ne pas s'aligner sur ses alliés du CCG. Mis bout à bout, ces différents échecs mettent en lumière le manque d'expérience et d'efficacité des Saoudiens et des Émiratis.

Abou Dhabi : «petite Sparte» mais tigre de papier ?

Les Émirats arabes unis ne semblent pas vouloir se contenter de rayonner à la seule échelle sous-régionale. Le prince héritier d'Abou Dhabi, Mohammed ben Zayed (MBZ), a entrepris une politique d'autonomisation stratégique importante ces 15 dernières années. L'émirat ambitionne d'étendre ses capacités de projection militaire au-delà du Golfe²⁰. Des accords ont été signés avec l'Érythrée et le Somaliland pour l'établissement de bases permanentes émiraties sur le continent africain. L'objectif probable de ces installations est de contrôler le détroit de Bab El Mandeb, et de veiller à le protéger des interventions iraniennes. La partie de la Libye sous contrôle du maréchal Haftar accueillerait actuellement une base militaire émiratie²¹. En 2014, et de manière non officielle, les Émirats arabes unis et l'Égypte avaient mené un raid en Libye contre des positions ennemies. Au Yémen, Abou Dhabi est engagé dans les combats contre la rébellion houthi²², notamment dans le sud du pays.

Sur le plan des relations interétatiques, les Émirats ont progressivement développé un réseau diplomatique professionnalisé. Les récentes révélations sur l'activisme de l'ambassadeur émirati à Washington, Yousef Al-Otaiba, pour isoler le Qatar, en sont une illustration. Ce même activisme est parfois mis en avant²³ pour expliquer – au moins partiellement – le remplacement de Rex Tillerson par Mike Pompeo, Tillerson étant jugé par Abou Dhabi trop complaisant vis-à-vis de Doha et Téhéran.

À l'échelle régionale, l'influence de Mohammed ben Zayed sur le prince héritier d'Arabie Saoudite est soulignée par nombre d'observateurs. La proximité affichée par les deux hommes laisse supposer que cette affirmation n'est pas dénuée de sens, ce qui ferait des Émirats la véritable puissance d'influence dans la partie arabe du Golfe.

20. H. Ibish, «The UAE's Evolving National Security Strategy», The Arab Gulf States Institute in Washington, avril 2016.

21. *Ibid.*

22. D. B. Roberts, «The Gulf Monarchies' Armed Forces at the Crossroads», *op. cit.*

23. D. D. Kirkpatrick et M. Mazzetti, «How 2 Gulf Monarchies Sought to Influence the White House», *The New York Times*, 21 mars 2018, disponible sur : <www.nytimes.com>.

Cet activisme sans précédent des Émirats arabes unis depuis le début du siècle lui a valu le surnom de « petite Sparte » auprès de diplomates américains²⁴. Si l'on s'en tient au dynamisme de la politique étrangère émiratie et aux moyens qui lui sont alloués, il n'est guère contestable qu'Abou Dhabi peut rassembler différents attributs d'une puissance régionale. Toutefois, si l'on analyse le bilan de cette politique, l'émirat ressemble davantage à un tigre de papier, ne parvenant pas, malgré sa volonté affichée, à atteindre la plupart de ses objectifs.

La fin de la « Grande Égypte »

Le rôle – ou plutôt l'absence de rôle – de l'Égypte dans la crise de l'été 2017 a fait l'objet de peu de commentaires, et mérite pourtant d'être souligné. Lors des visites de médiation engagées par les principales puissances (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Union européenne notamment), des arrêts ont été programmés à Doha, Riyad, Abou Dhabi, Koweït City, voire Manama. En revanche, aucune délégation n'a fait escale au Caire. L'Égypte, dont la capitale abrite le siège de la Ligue arabe, jadis puissance diplomatique du Moyen-Orient, symbole de la lutte contre la colonisation sous Gamal Abdel Nasser et première puissance militaire du monde arabe, a tout simplement été ignorée par les médiateurs du conflit. Comme si, dans cette affaire, Le Caire n'était pas décideur, mais cantonné à un simple rôle de suiveur des monarchies du Golfe, devenues les nouvelles puissances du monde arabe.

Depuis l'effondrement du régime de Moubarak en 2011, l'Égypte peine à se relever. La brève présidence de Mohamed Morsi n'a pas su répondre aux attentes de la population, et son renversement par le maréchal Sissi ne semble guère apporter de réponses aux problèmes structurels du pays, en dépit des milliards de dollars injectés après 2013 par les pays du Golfe pour soutenir l'allié égyptien²⁵. L'avenir économique de l'Égypte est d'autant plus incertain que les tensions s'aggravent avec l'Éthiopie voisine, qui construit actuellement un barrage sur le Nil bleu avec un impact prévisible sur l'agriculture égyptienne. La fragilité égyptienne peut en partie expliquer le « suivisme » du Caire sur le dossier qatari. Toutefois, malgré son hostilité affichée vis-à-vis de Doha, l'Égypte n'a pas procédé, contrairement à ses alliés de l'ATQ, au rappel de ses ressortissants

24. R. Chandrasekaran, « In the UAE, the United States Has a Quiet, Potent Ally Nicknamed "Little Sparta" », *The Washington Post*, 9 novembre 2014, disponible sur : <www.washingtonpost.com>.

25. D. Bauchard, « Égypte 2017 : vers de nouvelles turbulences », *Notes de l'Ifri*, Ifri, février 2017, disponible sur : <www.ifri.org>.

installés au Qatar. Ces derniers, au nombre de 300 000²⁶, représentent une source de revenus pour les familles restées au pays, et l'Égypte ne pouvait se permettre d'accueillir autant d'expatriés en demande d'emploi.

Ainsi, malgré la rancune probable d'Al-Sissi à l'encontre du Qatar qui a soutenu le renversement d'Hosni Moubarak et apporté un soutien financier à Mohamed Morsi, l'Égypte n'a pas été en mesure d'aller jusqu'au bout de la logique de boycott.

Quelle place pour l'Iran et Pékin ?

L'Iran a été initialement perçu comme l'un des possibles gagnants de la crise du Golfe de 2017. Non seulement Doha n'a nullement réduit ses relations avec Téhéran, mais cette dernière a saisi l'opportunité du boycott du Qatar pour renforcer ses liens économiques avec Doha, contribuant avec Ankara à l'établissement d'un pont aérien. Les exportations iraniennes vers le Qatar ont ainsi été multipliées par six entre le premier trimestre 2017 et le premier trimestre 2018²⁷, permettant à Doha de résister au blocus imposé par ses voisins. Les denrées alimentaires furent au premier rang des exportations vers Doha. Le Qatar annonça à l'été 2017 le retour de son ambassadeur à Téhéran, rappelé début 2016, puis dépêcha son ministre des Affaires étrangères pour la seconde investiture d'Hassan Rohani.

Cette alliance de circonstance peut-elle aller plus loin ? Rien n'est moins sûr. Certes, Doha et Téhéran ont un besoin objectif d'entretenir des relations cordiales, mais la perspective d'un axe Doha-Téhéran dans le Golfe est très improbable, notamment parce que le Qatar base en partie sa doctrine de défense sur le soutien américain. Or une alliance formelle avec Téhéran serait une ligne rouge pour l'administration américaine, qui vient tout juste d'adopter de nouvelles sanctions contre l'Iran. Et Doha, qui se souvient des menaces de Donald Trump de délocaliser la base d'Al-Udeid (qui abrite le commandement central des États-Unis – CENTCOM) dans un autre pays, ne peut se permettre de perdre sa principale garantie de sécurité²⁸. Téhéran risque ainsi d'être cantonné à un rôle d'allié par défaut, même s'il faut bien admettre que cette crise n'aura pas réussi à isoler l'Iran dans le Golfe.

La Chine a su profiter de la crise du Golfe pour se positionner comme fournisseur de substitution. Pékin a en effet augmenté ses exportations

26. J. Kinninmont, « One Year On, Gulf Split Is Here to Stay », Chatham House, 5 juin 2018, disponible sur : <www.chathamhouse.org>.

27. Chiffres disponibles sur le site du ministère de la Planification du Développement et de la Statistique, <www.mdps.gov.qa>.

28. J. Hackett, « Dispute in the Gulf: Potential Defence Implications », *op. cit.*

vers le Qatar de plus de 20 % entre les premiers trimestres de 2017 et 2018²⁹, alors que l'émirat faisait face à des risques de pénuries³⁰. Dans le même temps, la Chine a profité du boycott imposé au Qatar pour augmenter ses importations en provenance de l'émirat, celles-ci croissant de près de 66 % entre les premiers trimestres de 2017 et de 2018³¹, en particulier en hydrocarbures (gaz naturel liquéfié).

Même si cette situation offre des perspectives commerciales intéressantes pour Pékin, la Chine n'a guère intérêt, à l'image des autres puissances extérieures influentes dans la région, à ce que la crise perdure. La région du Golfe est en effet au cœur du projet chinois de Nouvelle route de la soie, et dans cette optique la stabilité politique de la région est indispensable³². De même, les exportations chinoises à destination du Golfe dans

Pékin a augmenté ses exportations vers le Qatar de plus de 20 %

son ensemble pourraient souffrir, à terme, d'une non-réouverture des frontières. Face à ces enjeux, Pékin, conformément à sa politique de non-ingérence dans les affaires internes des autres États, s'est contentée d'appeler à l'apaisement et au dialogue, évitant soigneusement toute prise de position, tout rapprochement, pouvant nuire à ses intérêts. En raison de sa dépendance croissante aux hydrocarbures du Golfe, Pékin a ces dernières années renforcé ses liens politiques et commerciaux avec les pétromonarchies, notamment l'Arabie Saoudite, tout en important du gaz naturel liquéfié du Qatar. Il est donc impératif pour les dirigeants chinois de veiller à un certain équilibre dans la crise, notamment vis-à-vis de Riyad, que Pékin tente déjà de ménager en raison de sa forte proximité avec le rival iranien.

Même si Pékin partage les inquiétudes générales de l'ATQ sur le terrorisme d'inspiration islamique, les dirigeants chinois souhaitent conserver de bonnes relations avec tous les pays du Golfe, et il y a fort à parier que la Chine préférera laisser les États-Unis en première ligne dans cette crise.

Quel avenir pour le Conseil de coopération du Golfe ?

Au-delà de la crise elle-même, c'est l'avenir du CCG lui-même qui est menacé. Cette instance de dialogue entre les monarchies de la péninsule arabique créée en 1981 en pleine guerre Iran-Irak a pour vocation

29. Chiffres disponibles sur le site du ministère de la Planification du Développement et de la Statistique, <www.mdps.gov.qa>.

30. S. Fouad Almohamadi, « Qatar Dispute Exposes Regional Food-Security Failures », *op. cit.*

31. Chiffres disponibles sur le site du ministère de la Planification du Développement et de la Statistique, <www.mdps.gov.qa>.

32. R. Yellinek, « The Qatar Crisis and China », BESA Center Perspectives Paper n° 513, 29 juin 2017, disponible sur : <<https://besacenter.org>>.

de former un bloc économique, politique et militaire destiné à se protéger des grands acteurs régionaux³³. Ces dernières années, l'intégration entre ses membres semblait s'accélérer, et différents projets relatifs à la fiscalité ou à la politique étrangère régionale ont été négociés. Depuis le déclenchement de la crise en 2017, cette organisation est au point mort. L'annonce du sommet annuel des dirigeants de l'organisation de décembre 2017 avait un temps permis l'espoir d'un retour à la normale, mais les absences annoncées des leaders saoudiens, émiratis et bahreïnais ont coupé court aux spéculations. En revanche, l'exclusion du Qatar de l'organisation n'a pas été prononcée.

La principale menace qui pèse sur le CCG est incarnée par le nouvel axe Riyad-Abou Dhabi, illustré par la rencontre Mohammed ben Salmane (MBS)/MBZ de juin 2018, au cours de laquelle 44 accords de coopération ont été signés. Cette nouvelle alliance pourrait *de facto* mettre fin au CCG, qui jusqu'alors permettait une collaboration régionale plutôt que bilatérale. Le refus d'Oman et du Koweït de suivre le mouvement de boycott du Qatar – ils se sont même posés en médiateurs du conflit – pourrait avoir exaspéré Riyad et Abou Dhabi, qui verraient davantage d'efficacité à avancer de façon bilatérale.

C'est peut-être de Washington que viendra la solution. Un sommet est prévu pour l'automne entre Donald Trump et les dirigeants du CCG. Mais quand bien même la crise serait résolue, la question de son impact sur le long terme demeurera. Doha mettra du temps pour oublier l'humiliation que ses voisins ont tenté de lui faire subir, le boycott dont elle a été victime, les menaces qu'elle a reçues, notamment d'Arabie Saoudite. Du point de vue saoudien et émirati, l'insubordination du Qatar, son refus de rentrer dans le rang et même ce qui peut être perçu comme des provocations, laissent présager de relations conflictuelles durables.



Mots clés

Qatar
Arabie Saoudite
Crise du Golfe de 2017
Conseil de coopération du Golfe

33. P. Razoux, *La Guerre Iran-Irak*, Paris, Perrin, 2013.